

UNDT/2020/013, Nadeau

Décisions du TANU ou du TCNU

Conformément à la règle 9.6 (c) du personnel, le Secrétaire général peut licencier la nomination d'un membre du personnel qui, comme le demandeur, est titulaire d'une nomination continue conformément aux termes de la nomination pour des «services insatisfaisants». Le Secrétaire général a délégué cette autorité au sous-secrétaire général de la direction (USG / DM) selon l'annexe IV sur la délégation des autorités des ressources humaines à ST / SGB / 2019/2 concernant la délégation de l'autorité dans l'administration du personnel Règlements et règles (voir p. 21). Aucune exception à cette délégation d'autorité n'est faite n'importe où dans le cadre juridique régissant les ressources humaines au Secrétariat des Nations Unies en ce qui concerne le personnel de l'OIO, y compris les résolutions de l'Assemblée générale auxquelles le demandeur fait référence. Le demandeur n'a même essayé de réfuter aucune de ces deux évaluations de performance. Le demandeur ne peut donc pas maintenant lancer un examen judiciaire de l'une de ces décisions de performance dans le cadre de la présente affaire, car, en la présente affaire, le demandeur n'a contesté que la décision administrative concernant la résiliation de sa nomination continue, qui découle à la fois des deux La demande et la demande d'évaluation de la gestion (selon la règle 11.2 du personnel, cette demande aurait été obligatoire si le demandeur souhaitait contester une décision de performance). La seule décision en cours d'examen dans la présente affaire est la décision de résilier sa nomination continue. La résiliation de la nomination continue du demandeur a fait suite à la procédure appropriée. Le Tribunal constate en outre qu'aucune information et / ou documentation dans le dossier n'indique que l'USG / DM a été influencée par une mauvaise motivation lorsqu'il a décidé de résilier la nomination continue du demandeur. Le requérant n'a pas étayé que la décision de mettre fin à sa nomination continue a été entachée par des arrière-pensées.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Décision de résilier la nomination continue du demandeur.

Principe(s) Juridique(s)

En vertu de l'article 2, paragraphe 1, du statut du Tribunal des différends, seuls les jugements finaux du tribunal des différends sont appelés, mais il peut y avoir des exceptions à la règle générale interdisant les appels des ordonnances interlocutoires où le tribunal des différends a clairement dépassé sa juridiction ou sa compétence. La recevabilité d'un appel contre une ordonnance, par opposition à un jugement, dépend du sujet et des conséquences de la décision attaquée. Les ordonnances interlocutoires rendues par le Tribunal des différends peuvent être soumises à un examen judiciaire si le jugement final est en appel. Il n'est pas urgent de revoir une ordonnance interlocutoire avant la transmission du jugement par le tribunal des différends, comme le montre les circonstances de l'appelant. Un demandeur doit identifier une décision administrative capable d'être examinée. Le tribunal des litiges peut définir la ou les décisions administratives et les émissions en cours d'examen en tenant compte de la demande entière et de toutes les diverses soumissions qui y sont faites. Un demandeur ne peut pas rouvrir un ancien problème distinct dans un nouveau cas. Il appartient au demandeur de prouver qu'une mauvaise motivation a influencé le décideur.

Résultat

Rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Nadeau

Entité

BSCI

Numéros d'Affaires

UNDT/NY/2019/018

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

27 Jan 2020

Duty Judge

Juge Adda

Language of Judgment

Anglais

Français

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Cessation de service

Résiliation de l'engagement (voir aussi, Résiliation de l'engagement)

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2010/5

Résolutions de l'Assemblée générale

- A/RES/54/244
- A/RES/69/203

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2015/1

- ST/CSG/2019/2

Règlement du personnel

Statut du personnel

- Disposition 11.2
- Disposition 9.6(c)

TCNU Statut

- Article 11.3
- Article 2.1

Jugements Connexes

2016-UNAT-671

2010-UNAT-049

2017-UNAT-764

2017-UNAT-768

2015-UNAT-560

2016-UNAT-609

2010-UNAT-084

2014-UNAT-419

2018-UNAT-821

2017-UNAT-759

2018-UNAT-876

2019-UNAT-917

2014-UNAT-415

2014-UNAT-417

2010-UNAT-012

2019-UNAT-900